

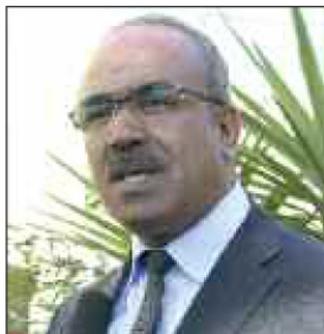
RESSOURCES EN EAU/ FORMATION PROFESSIONNELLE

Une convention pour former les jeunes dans les métiers de l'eau

Une convention cadre et une instruction interministérielle portant sur le développement des qualifications professionnelles et le renforcement de compétences des travailleurs ont été signées, hier, entre les ministères des Ressources en eau et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ainsi qu'entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels d'Algérie et la SEAAAL et ce en marge d'une journée d'information sur les métiers de l'eau. Les documents ont été paraphés entre M. Hocine Necib, ministre des Ressources en eau et M. Nouredine Bedoui, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Cette journée a pour objectif d'informer sur les métiers et besoins en formation qui feront l'objet de la convention de partenariat qui a été conclue à cette occasion entre les deux ministères. «Grace au partenariat d'aujourd'hui près de 2.500 nouveaux jeunes intégreront la formation professionnelle en privilégiant le mode de formation par apprentissage», a déclaré, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Intervenant à l'ouverture de la journée d'information sur les métiers de l'eau, M. Bedoui a expliqué que plus de 6.300 travailleurs exerçant au sein de l'Algérienne des eaux (ADE), de l'Agence nationale des Ressources hydriques (ANDRH) et de l'Office national de l'assainissement (ONA), notamment dans les domaines de la gestion de l'eau, de la qualité et chimie des eaux et de la main-



tenance des installations de traitement des eaux sont concernés par le programme de la formation continue. Il a indiqué que le partenariat vise également à promouvoir les échanges d'expérience entre les établissements de formation qui «existent dans nos deux secteurs selon une démarche de complémentarité dans l'intérêt des jeunes et des travailleurs et de l'économie nationale», a-t-il dit. Ainsi, les deux secteurs mettront leurs moyens en commun pour réaliser ce programme en tenant compte des besoins précis de chaque institution, en combinant les capacités de formation existant au sein des deux secteurs. Le ministre a souligné l'importance de la collaboration et les échanges entre les deux institutions car «la formation et l'enseignement professionnels serviront d'autant mieux l'économie lorsque les institutions économiques participent



pleinement au processus de formation», a-t-il estimé. Il s'agit d'identifier les profils professionnels exigés par les activités de production, de prestations, de maintenance, de gestion et autre de l'amont et tout en passant par les différentes phases de réalisation du processus de formation, en s'impliquant dans l'évaluation et l'insertion professionnelle, garantie de conformité des produits aux exigences préalablement fixés à l'aval.

26 nouveaux métiers recensés pour la gestion du secteur des Ressources en eau

Le ministre a réaffirmé la volonté de son secteur à tisser des liens solides avec l'économie et à œuvrer dans le cadre de l'action intersectorielle favorisant la collaboration et le partenariat dans l'intérêt de la croissance économique et du bien-être social. Organisée à l'INFEF, cette journée technique a réuni les cadres des

deux secteurs, vise la mise en œuvre de l'accord cadre signé le 15 septembre dernier entre les deux ministères portant sur le développement des qualifications. L'objectif tracé est de satisfaire les besoins en compétences professionnelles nécessaires à la réalisation des objectifs inscrits dans le programme quinquennal du secteur des ressources en eau. Pour sa part, le ministre des ressources en eau, a mis en exergue la valorisation du potentiel humain, «le secteur a mis en place une politique audacieuse et un plan de formation pluriannuel visant l'acquisition des qualifications», a-t-il dit. «Le présent accord porte sur la formation continue de 6.338 agents et couvre 26 nouveaux métiers recensés à l'horizon 2019 greffés aux activités du secteur notamment ceux liés aux eaux non conventionnelles et non dispensées par l'appareil de formation du secteur, afin d'élargir les activités et conforter l'intervention de nos établissements», a-t-il souligné. Les besoins exprimés en formation initiale au titre des recrutements opérés par les acteurs économiques qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de développement du secteur dans les métiers de l'eau, sont de l'ordre de 2.474 agents dans 17 spécialités répartis sur le plan quinquennal 2015-2019 selon le ministre. Il a précisé que cette convention sera traduite sur terrain et mise en œuvre par le biais de l'instruction interministérielle portant sur les conditions et modalités pratiques de partenariat de chacune des parties.

Sihem Oubraham

Thank you for

MÉTIERS DE L'EAU

12 nouvelles spécialités prises en charge par la formation professionnelle

Deux conventions ont été signées, hier, entre les secteurs de la formation professionnelle et des ressources en eau. Elles portent sur la formation continue de 6.338 agents et couvrent 26 nouveaux métiers recensés à l'horizon 2019. Ces stages seront greffés aux activités du secteur, notamment celles liées aux eaux non conventionnelles et non dispensées par l'appareil de formation du secteur. La première convention signée par Nouredine Bedoui et Hocine Necib, respectivement ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels et des Ressources en eau, concernera la formation continue de 6.338 personnels exerçant au sein de l'Algérienne des eaux, de l'Agence nationale des ressources hydriques et de l'Office national de l'assainissement. La deuxième, signée entre la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger et la Direction de la formation professionnelle de la wilaya d'Alger est destinée à former 2.500 nouveaux jeunes. Ces derniers suivront le mode de formation par apprentissage.

Pour Nouredine Bedoui, ce partenariat a permis d'identifier les filières de formation à intégrer dans la nomenclature de son secteur en plus des besoins en formation continue. «Il s'agit de relever le niveau de compétence des travailleurs et le niveau de performance des entreprises», a indiqué le ministre. Les domaines inscrits dans le programme quinquennal du secteur des ressources en eau concernent les activités liées, entre autres, à l'accroissement de la mobilité des ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles, le transfert de l'eau, l'appui à l'irrigation, le développement et l'assainissement et la protection de l'environnement et la distribution de l'eau potable en passant par la réhabilitation des réseaux. Dans le cadre de la création de micro-entreprises, cette convention permet également d'identifier d'autres profils de formation pour les activités secondaires telles que le pompage, la détection des fuites et la réparation et l'étalonnage des compteurs. De son côté, Hocine Necib a mis l'accent sur l'importance de créer des centres de formation d'excellence. Il cite celui de Cherarba (est d'Alger) où plusieurs spécialités enseignées doivent s'adapter aux nouvelles technologies comme le dessalement de l'eau de mer. «Une méthode qui représentera, d'ici à 2018, 20% de l'offre globale de l'eau potable», a-t-il indiqué. Les besoins exprimés par le secteur des ressources en eau en formation initiale au titre des recrutements opérés par les acteurs économiques sont de l'ordre de 2.474 agents dans 17 spécialités réparties sur le plan quinquennal 2015-2019.

■ Rabéa F.

ADRAR, COMMUNE DE TIMIAOUINE

Parachèvement du projet d'alimentation en eau potable

Dans la commune frontalière de Timiaouine (wilaya d'Adrar), le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a mis l'accent, samedi dernier, sur le parachèvement impératif du projet d'alimentation en eau potable (AEP) de cette commune avant le mois de Ramadhan prochain.

PAR BOUZIANE MEHDI

Lors de l'inspection du chantier de ce projet depuis la région de Tagraout, le ministre a indiqué qu'*"il appartient de finaliser le projet d'AEP de la commune de Timiaouine avant le mois de Ramadhan prochain, en tenant compte des aspects techniques à même d'assurer un approvisionnement en eau, en quantité et qualité requises, de la population de cette collectivité"*.

Hocine Necib a fait part aussi, lors d'un échange de propos avec des élus locaux, de l'inscription de nouvelles opérations sectorielles au profit de cette commune, portant sur la rénovation des réseaux d'AEP et la réalisation d'un réseau d'assainissement, ainsi que le déplacement de l'exutoire des eaux usées hors de la ville de Timiaouine et la construction d'une unité de traitement des eaux usées en vue de leur réutilisation, une fois traitées, à des fins d'irrigation agricole.

Selon l'APS, le projet d'AEP, depuis la région de Tagraout sur une distance de 80 km, revêt une grande importance dans la mesure où il mettra fin aux souffrances de la population de cette localité dont les besoins en eau, du fait du déficit en eaux souterraines, dépendent grandement des



moussons estivales.

Ce projet, qui a nécessité un montant d'investissement de 2,5 milliards DA, devra, une fois livré en juin prochain, approvisionner une population d'un peu plus de 5.000 habitants de la commune, contribuer à leur fixation et permettre l'émergence de nouveaux centres de vie et de nouvelles activités agricoles, ont indiqué les responsables locaux du secteur.

Le projet d'AEP de la commune de Timiaouine prévoit la réalisation de trois forages profonds qui s'ajouteront à un premier déjà existant, et la réalisation de canalisations d'adduction sur 80 km à partir de la région de Tagraout, ainsi que de trois stations de pompage et deux châteaux d'eau de 500 et 1.000 m3, selon les explications fournies sur site.

Par ailleurs, le ministre s'est enquis des

préoccupations des éleveurs liées à la réalisation de puits pastoraux à travers le territoire de la commune, afin de faire face au phénomène de la sécheresse que connaît la région ces dernières années, avant de les rassurer qu'*"elles seront prises en ligne de compte"*.

Dans la commune de Timiaouine, M. Necib a inspecté le projet de protection, sur une distance de 3,5 km, de la ville contre les inondations, un projet de plus de 140 millions DA dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 50%, a précisé l'APS, ajoutant qu'il a poursuivi, dimanche dernier, sa visite dans la wilaya d'Adrar, par l'inspection d'autres projets et installations relevant de son secteur, et l'ouverture d'une journée d'information sur "la foggara" (système traditionnel d'irrigation agricole).

Tipasa

Equipements publics et tourisme au menu de la session de l'APW

Les travaux de la session ordinaire de l'APW de 2015 ont été consacrés, cette semaine, à la présentation du bilan des activités de la wilaya à travers les projets d'équipements publics et de l'étude d'aménagement de la Zone d'expansion touristique (ZET) Tipasa-Matarés-Chenoua.

DE TIPASA, SEDDIKI DJAMILA

Concernant le bilan d'activités de la wilaya présenté par le directeur de la programmation et du suivi budgétaire (DPSB), on apprend que 70% des projets réalisés entre 2000 et 2013 ont été consacrés à l'AEP, l'assainissement, les routes, l'éducation, la formation professionnelle, l'électrification et le branchement au gaz naturel. Une enveloppe de 539 millions de dinars a été débloquée pour la wilaya qui a été complétée par un programme spécial zones de montagnes d'un montant de 03 milliards de dinars, puis par un troisième qui a suivi la visite du Premier ministre de 30 millions de dinars, dont 60% ont été consacrés aux programmes destinés à la jeunesse et aux sports considérés comme les parents pauvres du développement local.

Les responsables de la wilaya, au cours de la session, se sont félicités de la meilleure maîtrise des coûts des projets, dont la réévaluation a baissé de 66% à 26% cette année.

La réalisation de 6 nouveaux stades, ainsi que de complexes sportifs de proximité dans les nouveaux pôles urbains a été programmée en même temps que la remise à niveau de tous les



stades communaux et des maisons de jeunes qui sont dans un état déplorable.

Au cours de la réunion, le wali a donné des instructions pour utiliser les salles de sport des établissements scolaires pour pallier le déficit en infrastructures et mettre fin au cloisonnement entre secteurs.

Plusieurs projets d'envergure nationale ou régionale dont la centrale électrique de Hadjret Ennos, la station de dessalement de l'eau de mer (SDEM) de Fouka, les opérations d'aménagements et d'extension des ports de pêche de Cherchell, Gouraya, le barrage de Kef Eddir dans la daïra de Damous qui touche trois wilayas limitrophes ont, également, été réalisés sans oublier les 68 projets lancés dans le cadre de l'investissement privé. L'ensemble de ces projets ont fait l'objet d'une présentation exhaustive, dont 17 du secteur culturel qui accusent beaucoup de retard en raison, entre autres, d'une évaluation des coûts erronée et ont été

confiés à la direction de l'équipement pour le suivi mettant en exergue les efforts de l'Etat en matière de développement local.

Le secteur de l'enseignement supérieur, renforcé par 16 projets, a vu la concrétisation de 9 projets, tandis que 5 sont en cours de réalisation.

Le secteur éducatif a touché les trois paliers avec 16 lycées, dont une partie sera ouverte aux élèves pour la rentrée scolaire 2015/2016, 5 CEM réalisés et 10 autres en cours de réalisation et pour le cycle primaire 12 écoles en cours de réalisation, dont 3 écoles réalisées.

Le secteur des finances a bénéficié de 7 projets qui seront réceptionnés d'ici à la fin de l'année 2015 ainsi que celui de l'école nationale du trésor, dont l'étude vient d'être présentée et a besoin d'être complétée pour coller aux spécificités de l'activité selon les remarques du wali.

Au chapitre de la santé, un hôpital psychiatrique a été ouvert à Nador, tandis qu'un second

d'une capacité de 120 lits est en cours de réalisation au niveau du chef-lieu de wilaya qui viendra en appoint aux structures existantes.

Pour le logement d'astreinte, trois projets ont été réceptionnés, dont les 50 logements destinés aux professeurs de l'enseignement supérieur de Tipasa, 10 logements pour la sûreté nationale, 20 logements pour l'UDES de Bou Ismaïl et 50 logements au profit des cadres du pôle universitaire de Koléa.

Le secteur du transport enregistre, de son côté, 8 projets en cours d'étude, dont les deux centres d'apprentissage des règles de conduite à Koléa et Tipasa et cinq gares urbaines dans les communes de Hadjout, Cherchell, Ahmeur El Ain, Douaouda et Bou Ismaïl. Le secteur de la justice a, quant à lui, réceptionné trois projets, dont la cour de justice, le tribunal de Koléa et le centre de rééducation de Koléa qui a remplacé la prison de Serkadji d'Alger transformée en musée de l'histoire.

L'ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT DE LA ZET, UNE PRIORITÉ

Le second point de l'ordre du jour a porté sur la présentation de l'étude d'aménagement de la ZET Tipasa-Matarés-Chenoua qui, selon le wali, a besoin d'être reprise et complétée en insistant sur les paramètres de volumétrie, des suggestions pour la prise en charge de l'oued qui se déverse sur le site, des recommandations précises d'aménagement avec des lots en hectares bien déterminés, l'intégration du CW 109 dans l'étude, sans oublier d'autres recommandations quant à la sismicité de la zone située sur une faille, selon le BET. Le wali a répondu à de nombreuses questions des élus en apportant des éclaircissements en particulier sur le dossier de l'investissement qui a enregistré le dépôt de plus de 2000 demandes, dont la moitié a été rejetée car ne répondant aux besoins et aux critères de la wilaya, dont les vocations agricole et touristique sont à préserver.*

Thank you